

# LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

## Distribution des kits et chaîne de couacs à résorber

E. NDONG-ASSEKO  
Libreville/Gabon

**D**EVANT permettre aux ayants droit de disposer de la ressource alimentaire nécessaire pour tenir le coup pendant le temps du confinement, la Banque alimentaire (et ses éléments connexes) annoncée par le président de la République, Ali Bongo Ondimba, au titre des mesures d'accompagnement liées

Responsables en premier de cette distribution des kits alimentaires, les agents du ministère de la Famille et des Solidarités nationales ne semblent pas avoir conduit leur mission avec la maîtrise que requiert un tel challenge.

En amont, le choix judicieux

de vouloir d'abord associer les auxiliaires de commandement (chefs de quartiers) et élus locaux (maires) dans la conduite de cette opération n'a pas bénéficié de tous les apports techniques pour sa réussite. Ainsi, par exemple, après avoir demandé aux premiers l'établissement des listes de leurs administrés dans l'optique qu'ils puissent prétendre à la jouissance soit de kits, soit de bons d'achat, ces derniers n'ont obtenu (pour ceux qui en ont reçu) qu'une quantité de bons d'achat très en deçà (voire le 100e) du nombre de personnes enregistrées.

S'étant trouvé dans cette situation, François Obame, le chef de quartier d'Essassa s'est demandé : " Qui va recevoir, et qui ne va pas recevoir ? Et que dois-je maintenant faire ? ". Et cela a été valable dans d'autres circonscriptions où les auxiliaires de commandement ont été confrontés à l'insuffisance, voire à l'inanité des produits promis face à l'immensité des besoins. A un moment donné, il est apparu que " les stocks de bons d'achat étaient épuisés et qu'une commande plus importante était lancée ". Sans plus. Pendant ce temps, l'attente dans les quartiers avait fait place à une véritable résignation. Et parce que ce volet de la Banque alimentaire (ainsi que les autres moyens d'action convergents) constitue une des mesures-phares agissant pour un vrai confinement – dès lors que les populations disposeront de quoi se nourrir – que les ratés qui l'ont marqué ont des répercussions plus fortes. Et " comme ventre affamé n'a point d'oreilles ", des dérapages ont été enregistrés ici et là, générés qu'ils étaient par l'insatisfaction des besoins. Aujourd'hui, bien malin qui dira avec exactitude où en sommes-nous avec ce dossier qui évolue à un rythme poussif, alors que par son importance sociale il a la primauté dans les revendications.

Comme près de deux semaines après l'entrée en confinement total du Grand Libreville, beau-

coup ne voient rien venir, ces derniers n'ont pas tort de ranger cette promesse du président de la République au rang d'Arlésienne. Pourtant, il n'en est rien du tout. Dans certains quartiers de la commune d'Owendo, de Libreville, d'Akanda et de Ntoun, des tickets d'achat de nourriture ainsi que des kits alimentaires ont effectivement été distribués aux familles, même si le caractère sélectif de l'opération portant sur le choix de certaines couches sociales était loin d'être apprécié par les personnes frustrées. Le manque de coordination des différentes entités engagées dans ce dossier a-t-il contribué à l'inefficacité constatée sur le terrain ? Encore qu'à l'appel à la solidarité initié par le président de la République répondent de nombreuses manifestations d'intérêt de multiples opérateurs économiques et autres bonnes volontés. Aussi, au regard des graves déboires qui ont caractérisé jusque-là la gestion de ce dossier capital dans la réussite du confinement total, il est clair qu'un ressaisissement avec des réformes dynamiques adaptées à l'urgence de la situation devient impérieux.



Cafouillage autour de la distribution des kits alimentaires. Ici dans les



# bons alimentaires : une

## La banque alimentaire sort ses chiffres !

**CRITIQUÉE** pour son mode de gestion jugé opaque, le ministère en charge des Solidarités nationales a tenu à apporter les détails sur le nombre de kits et de bons alimentaires distribués à ce jour.

Maxime Serge MIHINDOU  
Libreville/Gabon

**D**EVANT les nombreuses critiques sur son mode de gestion des kits et des bons d'achat alimentaires, le ministère en charge des Solidarités nationales se défend d'avoir péché par manque de plan de distribution bien établi. D'après les chiffres de la cellule communication, la Banque alimentaire a lancé de façon effective la 1ère phase le lundi 13 avril 2020 par la distribution de kits alimentaires (riz, sucre, lait en poudre, conserves de poissons, ainsi que des produits de nettoyage, savon et détergent) dans 12 sites identifiés, notamment les gériatries, les orphelinats, les centres pour les personnes vivant avec un handicap (PVH) et auprès des personnes âgées. " Tous ces centres ont permis, à ce jour, de toucher 629 personnes incluant 131 ménages. Au total,



Photo: DR/L'Union

ce sont 12 sites sur les 20 répertoriés par le ministère en charge des Solidarités nationales qui à ce jour ont reçu leurs kits. (...) Près de 1 200 personnes seront impactées", indique le responsable de la cellule communication du ministère, Tony Engouma. Ainsi dans les 12 sites déjà visités, les quantités suivantes ont été distribuées : 11, 8 tonnes de riz ; 3 060 litres d'huile ; 422 cartons de pâtes alimentaires ; 314 cartons de conserves de poissons : sardines et maquereles ; 191 cartons de sucre ; 254 cartons de lait en poudre et 311 cartons de savon en morceaux. La 2e phase a débuté le mardi 14 avril 2020 après la réception d'un premier lot de 3 000 bons du réseau Ceca-Gadis qui ont

été distribués aux ménages par les équipes mobilisées dans l'ensemble du Grand Libreville. Un deuxième lot de 5 000 bons d'achat a été mis à la disposition de la coordination le samedi 18 avril. " Les équipes ont pu ainsi reprendre et continuer la distribution ", soutient Tony Engouma. En conclusion, d'après les chiffres compilés du ministère en charge des Solidarités, à ce jour 8 000 bons sur les 60 000 annoncés ont été reçus ; 3 616 bons ont été distribués dans les 4 communes ; 2 936 ménages ont été visités et 16 269 personnes impactées. La valeur totale des bons alimentaires distribués se chiffre à 106 675 000.



PK.

## Quid du rôle des élus locaux ?

Guy-Romuald MABICKA  
Libreville/Gabon

DANS le cadre de la lutte contre le coronavirus, le président de la République, Ali Bongo Ondimba, a annoncé des mesures sociales, notamment l'aide alimentaire, aux fins de soulager les populations du "Grand Libreville", concernées par le confinement total en vigueur dans cet espace géographique. D'aucuns ont alors pensé qu'il fallait associer les responsables des collectivités locales. A charge pour ces derniers d'impliquer les chefs de quartiers dans le processus de distribution de cette aide sous forme de kits alimentaires

D'aucuns ont alors pensé qu'il fallait associer les responsables des collectivités locales. A charge pour ces derniers d'impliquer les chefs de quartiers dans le processus de distribution

ou de bons d'achat. D'ailleurs, dans certaines localités de ce Grand Libreville, les choses ont commencé dans ce sens. C'est le cas de la commune de Ntoum, où les auxiliaires de commandement, à la demande des maires d'arrondissement, ont ouvert des listes pour recenser

leurs administrés (nationaux et expatriés). Au dernier moment, les choses ont pris une autre tournure : la distribution des bons d'achat alimentaires a finalement débuté sans plus tenir compte du travail des chefs de quartier, les élus locaux réduisant drastiquement le nombre des bénéficiaires pour ne distribuer que 20 bons d'achat par quartier. Il en a été ainsi notamment dans les deuxième et troisième arrondissements de Ntoum. Ce qui a donc mis le feu aux poudres, au point où les habitants en sont venus à ériger des barricades sur la Nationale 1. Quelques incidents ont même été enregistrés entre

certaines auxiliaires de commandement et eux. A Libreville où le mécontentement des populations a également fait jour, les maires des six arrondissements se plaignent de n'avoir pas été associés à l'opération de répartition de l'aide alimentaire promise par le gouvernement. Stigmatisant ainsi, sans le dire, l'organisation mise en place par le ministère des Solidarités nationales. Sauf que, à l'exception de l'édile du cinquième arrondissement que l'on voit sur le terrain, les élus locaux brillent par leur absence dans la contribution à cette chaîne de solidarité.



Photo: DR